

QUEL BILAN DU LEADERSHIP POLITIQUE PRO-DÉMOCRATIQUE EN AFRIQUE TRENTE ANS APRÈS LES TRANSITIONS DÉMOCRATIQUES ?

Par Dr Steve Tametong

AOÛT 2021

Article / ©Nkafu Policy Institute

Introduction

Il y a trente années, à la faveur des transitions démocratiques des années 90, la quasi-totalité des pays africains adoptèrent la démocratie libérale comme nouveau modèle d'organisation sociétale et de dévolution du pouvoir politique. Si certaines études mettent en relief le bilan trentenaire de la démocratie électorale¹, c'est en vain que l'on chercherait une analyse axée sur le rôle des leaders politiques dans l'affirmation du phénomène démocratique sur le continent. Et pourtant, le lien paraît insécable entre leadership politique et démocratie. À y voir de plus près, l'ancrage de la démocratie sur le continent est indissociable du rôle joué par les leaders politiques. Dès lors, analyser les succès ou les résistances à la démocratie en Afrique², c'est interroger en toile de fond le rôle des leaders politiques et leur contribution dans l'enracinement de la culture démocratique sur le continent.

Historiquement acquis au monopartisme et au présidentielisme autoritaire après les indépendances, les États africains vont progressivement effectuer leur mue en faveur des principes de la démocratie libérale. Opérée au moyen des « conférences

nationales souveraines » ou non, cette conversion va se traduire, pour l'essentiel sur le plan politique, par une « décompression autoritaire »³ de l'environnement politique et l'institutionnalisation d'un cadre juridique favorable à l'État de droit, à l'expression des libertés et au pluralisme. Ce renouveau démocratique va s'incarner dans les nouvelles Constitutions adoptées et érigées en norme fondamentale. Ce renouveau sera aussi marqué par l'adoption de nombreuses lois « libertés » et la mise en place des institutions protectrices de ces libertés.

Trente années après, le bilan de la pratique démocratique en Afrique n'est pas des plus élogieux⁴. Alors que certains États, sous l'impulsion de leurs leaders, tentent de se hisser au niveau des standards démocratiques⁵, d'autres se « distinguent » par des pratiques régressives et antidémocratiques. Les auteurs rivalisent aujourd'hui de qualificatifs pour décrire les affres et les tourments de la pratique démocratique en Afrique. L'on parle tantôt de « démocratie », « mirage démocratique », « fiction démocratique », « démocratie truquée », « démocratie autoritaire », « démocratie de façade » ou encore de « gouvernement perpétuel ». Si les heurts et malheurs de la démocratie en Afrique sont la résultante d'une

1. Jacquemot (P), « Trente ans d'élections en Afrique : bilans et défis nouveaux », *Pouvoirs*, 2020/4, n°175, pp. 131-145.
2. Babacar (G), « La démocratie en Afrique : succès et résistances », *Pouvoirs* 2009/2, n°129, PP. 5-26.
3. L'expression est du Professeur Jean François Bayart.
4. Van de Walle (N), « Démocratisation en Afrique : un bilan critique », in *Le Politique en Afrique, état des débats et pistes de recherche*, Paris, Karthala, 2009, pp. 133-163.
5. L'Afrique du Sud, le Ghana, le Botswana, le Cap-Vert, le Sénégal.



crise de leadership politique démocratique, il n'en est pas moins que le continent a produit des hommes et des femmes, quoique peu nombreux, acquis aux principes et valeurs de la démocratie. Il convient de les mettre en lumière avant

I. Un leadership politique pro-démocratique incarné par quelques figures

Il n'est guère surprenant que les transitions démocratiques, moments majeurs de l'histoire de l'Afrique, aient mis en lumière des leaders politiques acquis aux vertus de la démocratie. Ainsi, le leadership de **Nelson Mandela** résonne avec force et conviction sur le continent. Figure de proue de la lutte anti-apartheid, il fut le premier président démocratiquement élu de l'Afrique du Sud après vingt-sept (27) années d'incarcération. Après avoir présidé aux destinées de la nation « arc-en-ciel » de 1994 à 1999, il renonça à une seconde mandature, posant ainsi les jalons d'un État démocratique en Afrique du Sud. En acceptant la tenue des assises de la mémorable « Conférence Nationale Souveraine », **Mathieu Kérékou**, qui dirigea

d'une main de fer le Bénin à la suite du putsch de 1972, s'est hissé au rang des figures historiques du processus de démocratisation en Afrique. Battu à l'élection présidentielle de 1991 par le président Nicéphore Soglo, il reconquit démocratiquement le pouvoir en 1996 et quitta définitivement la scène politique en 2006 à l'issue de ses deux mandats.

Si le président **Jerry Rawlings** est dépeint par certains comme « le spécialiste » des coups d'état, l'histoire lui rend aujourd'hui hommage pour son rôle dans la construction d'un État ghanéen démocratique. Jeune lieutenant de l'armée de l'air, il accéda au pouvoir pour la première fois après un premier coup d'état perpétré en juin 1979 contre le pouvoir militaire en place, accusé de corruption et détournement de fonds publics. Après trois (3) mois, il remit le pouvoir à un gouvernement civil qui s'illustra par les mêmes faits de gabegie et de prévarication au détriment du peuple ghanéen. Outré, Jerry Rawlings perpétra un second coup d'état en 1981 et troqua définitivement le treillis pour le costume. Il fut élu président de la République en 1992. À l'issue de deux mandats, il céda définitivement le pouvoir en 2000 sans porter entorse à la Constitution. Depuis lors, le Ghana a connu plusieurs alternances au sommet de l'État. Grand par la taille, le président **Abdou**

Diouf l'a aussi été dans l'enracinement de la culture démocratique au Sénégal. De fait, à la suite de la démission du président Léopold Césaire Senghor en 1981, il exerça la fonction de président de la République de 1983 à 2000, date à laquelle il fut battu au second tour des élections par son challenger, Abdoulaye Wade. Il reconnut sa défaite en félicitant officiellement son adversaire. Il aura placé ses mandats respectifs sous le signe de l'approfondissement de la démocratie au Sénégal.

Présidente du Liberia de 2006 à 2018, **Elen Johnson Sirleaf** est la première femme élue à la tête d'un État africain. À l'issue de ses deux mandats, elle renonça à modifier la Constitution et se retira de la vie politique. Elle fut auréolée de la prestigieuse récompense du prix Nobel de la paix en 2011 et lauréate du prix de l'excellence de la Fondation Mo Ibrahim en 2017 pour sa gouvernance appréciable. En renonçant à la mode pathologique en cours sur le continent qui consiste à modifier la Constitution pour se maintenir, *ad vitam eternam* au pouvoir et en réalisant une transition démocratique du pouvoir à son successeur, le Président **Mahamadou Issoufou** inaugure une nouvelle ère démocratique au Niger et marque l'histoire de la démocratie africaine : d'où la récompense du Prix Ibrahim 2020 pour son « leadership exceptionnel à la tête d'un des pays les plus pauvres au monde confronté à un cumul de défis apparemment insurmontables »

En se démarquant par leurs différentes actions propices à l'enracinement de la culture démocratique, notamment en favorisant des alternances pacifiques et en préservant la « virginité » de la Constitution dans leurs pays respectifs, ces leaders politiques ont marqué l'histoire du processus démocratique en Afrique. Mais, depuis lors, la démocratie semble profondément éprouvée sur le continent en raison d'un leadership politique peu acquis aux vertus démocratiques.

II. Un leadership politique pro-démocratique progressivement décadent

Nul ne résisterait longtemps à la tentation de dire que, s'agissant de la démocratie, les chefs d'État africains « ont le talent consommé d'être, sur le plan des principes, dans l'air du temps, de ne jamais être en retrait des discours dominants, de les entonner s'il le faut, même si l'on n'y croit pas trop, de se les approprier même si l'on a la conviction d'être absolument incapable de les opérationnaliser »⁶. Trente années après les transitions démocratiques, le leadership politique en Afrique s'illustre par des pratiques antidémocratiques regrettables. Cinq (5) indicateurs permettent de le démontrer.

- **Les atteintes à l'exercice des libertés** : si l'on s'accorde à dire que la liberté est la matrice existentielle de la démocratie, force est de constater que l'expression des libertés, en l'occurrence les libertés de réunion, de manifestation, d'expression sont en profond recul. Tout semble indiqué que l'autoritarisme est de retour sur le continent⁷.
- **Le musellement de l'opposition** : lorsqu'elle n'est pas interdite, l'opposition est soumise à des conditions drastiques d'existence. Lorsqu'elle se montre téméraire, ses principaux leaders sont constamment intimidés voire privés de liberté⁸ et les militants soumis à des traitements inhumains et dégradants. L'on peut citer les cas récents au Cameroun avec l'opposant Maurice Kamto, en Ouganda avec l'opposant Bobbi Wine, au Tchad avec l'opposant Yaya Djillo.
- **La mise en scène électorale** : la pratique de la démocratie électorale offre, dans certains pays, des « spectacles » caractérisés par des règles de jeu iniques, un organisme

6. Olinga (A.D), « L'Afrique en quête d'une technique d'enracinement de la démocratie constitutionnelle », in Kamto (M), (dir.), L'Afrique dans un monde en mutation, Yaoundé, Afrédit, 2010, pp. 165-189.

7. Magnani (V) et Virculon (T), « Vers un retour de l'autoritarisme en Afrique ? », Politique Étrangère, 2019, 2, pp. 11-23.

8. Ce fut le cas au Cameroun avec l'opposant Maurice Kamto, en Ouganda avec l'opposant Bobbi Wine, au Tchad avec l'opposant Yaya Djillo

de gestion des élections partial et un juge à la botte du pouvoir exécutif⁹. Cette orchestration électorale débouche sur des scores faramineux ne reflétant nullement la volonté du peuple. La théâtralisation des élections est mise en œuvre par des chefs d'État obnubilés, pour la plupart, par le « syndrome du troisième mandat ».

- **Le syndrome du troisième mandat** : ce syndrome se manifeste par la modification de la Constitution en vue de lever le verrou de la limitation des mandats présidentiels et neutraliser toute velléité d'alternance. C'est le cas au Gabon avec Ali Bongo Ondimba, au Togo avec Faure Gnassingbe, au Tchad avec Idriss Deby Itno, au Cameroun avec Paul Biya, en Guinée Équatoriale avec Théodoro Obiang Nguema, en Côte d'Ivoire avec Alassane Dramane Ouattara, en Guinée Conakry avec Alpha Condé, pour ne citer que ceux là. Ainsi, la plupart de ces leaders politiques s'apparentent à des monarques investis d'une mission « salvatrice » auprès de leur peuple. Or, il n'en est strictement rien.
- **La dynastisation des Républiques** : ce phénomène correspond à la transmission du pouvoir de père en fils ou encore au positionnement des « fils à papa » au sein des postes stratégiques de l'appareil d'état afin de leur faciliter plus tard l'accès à la magistrature suprême. La situation récente au Tchad après le décès du Maréchal Idriss marqué par la prise de pouvoir par son fils ou encore la promotion récente du fils du président du Congo Brazzaville au poste de ministre sont assez illustratives à cet égard.
- **Une gouvernance défailante** : toutes ces atteintes à la démocratie sont, pour une grande part, suivies par une gouvernance calamiteuse qui assèche toute aspiration de développement¹⁰. La corruption et le détournement des biens publics règnent en maître en dépit des discours officiels qui annoncent sans cesse leur éradication. Au regard de ce qui précède, l'on est tenté

de conclure que l'ère des leaders politiques acquis aux principes de la démocratie est peut-être révolue sur le continent.

Conclusion

Il faut admettre, en définitive, que le mal être de la démocratie dans la quasi-totalité des États africains est la résultante d'un leadership politique réfractaire, voire « hostile » aux vertus et pratiques démocratiques. À l'heure des grands enjeux de développement et de la mondialisation, le continent ne peut plus se permettre de vivre dans le souvenir des grands leaders politiques pro-démocrates qui ont façonné l'histoire. Elle est appelée à renaître de ses cendres en conjurant le sort de la gérontocratie inconvenante. Cela passe par l'implication massive des jeunes dans le champ politique en vue de constituer une nouvelle classe politique éprise des principes démocratiques. À cette fin, le regain d'intérêt politique de la jeunesse est vital. Les nouvelles figures émergentes du leadership politique en Afrique à l'instar de Bobbie Wine en Ouganda, Ousmane Sonko au Sénégal ou de Succès Masra au Tchad sont de bon augure. Ils doivent être soutenus par une diaspora appelée à opérer sa mue pour réaliser le passage de la diaspora économique à la diaspora politique et militante.



Dr. Steve Tametong, est Fellow en démocratie et bonne gouvernance au Nkafu Policy Institute Denis & Lenora Foretia Foundation

Mise en page par **Epho Severin**

9. Ce fut longtemps le cas au Zimbabwe sous l'ère Robert Mugabe ou en Gambie sous l'ère Yahya Jammeh.

10. Le Rapport 2020 de la Fondation Mo Ibrahim fait état d'un recul inquiétant de la gouvernance en Afrique.